

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/006226]

16 MAI 2024. — Décret portant sur les exclusions définitives et instituant des chambres inter-réseaux compétentes pour connaître des recours à l'égard des décisions d'exclusion définitive (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et secondaire en ce qui concerne la procédure d'exclusion définitive*

Article 1^{er}. Dans le Livre I^{er}, Titre 7, Chapitre 9, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il est inséré une section 1 intitulée « Des sanctions disciplinaires » reprenant les articles 1.7.9-1 à 1.7.9-3.

Art. 2. Dans le Livre I^{er}, Titre 7, Chapitre 9, du même Code, il est inséré une section 2 intitulée « De la procédure d'exclusion définitive » reprenant les articles 1.7.9-4 à 1.7.9-6.

Art. 3. Dans l'article 1.7.9-4 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Dans l'enseignement maternel, un élève régulièrement inscrit dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française ne peut pas en être exclu définitivement sauf lorsqu'il s'est rendu coupable du fait visé à l'alinéa 2, 1^o, à l'égard d'un autre élève. Dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire, un élève régulièrement inscrit dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française ne peut en être exclu définitivement que si les faits dont il s'est rendu coupable portent atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève, compromettent gravement l'organisation ou la bonne marche de l'école ou lui font subir un préjudice matériel ou moral grave. » ;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 10^o, les mots « et de manière répétée » sont abrogés ;

3^o l'article 1.7.9-4 est complété par des paragraphes 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 3. Chaque école respecte les principes suivants :

1^o un élève ne peut pas être sanctionné deux fois pour un même fait ;

2^o lorsqu'un même fait a été commis par plusieurs élèves, la situation de chaque élève est traitée individuellement et de manière distincte par l'école. Dans ce cas de figure, la sanction ne peut porter que sur un fait imputable à l'élève.

§ 4. Au cours d'une année scolaire, il est interdit d'exclure définitivement après la date du 15 mai :

1^o dans l'enseignement ordinaire ou dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4 :

a) un élève mineur ;

b) un élève majeur âgé de 18 à 21 ans et qui est régulièrement inscrit en cinquième, sixième ou septième année de l'enseignement secondaire ;

2^o dans les niveaux et formes d'enseignement spécialisé non visés au 1^o :

a) un élève mineur ;

b) un élève majeur âgé de 18 à 21 ans.

Après cette date, seule une procédure de refus de réinscription, telle que prévue à l'article 1.7.9-11, peut être entamée à l'égard des élèves visés à l'alinéa 1^{er}.

Un élève âgé entre 18 et 21 ans qui ne répond pas aux conditions fixées à l'alinéa 1^{er} ou un élève âgé de plus de 21 ans peut faire l'objet d'une exclusion définitive durant toute l'année scolaire.

Par exception, un élève visé à l'alinéa 1^{er} peut faire l'objet d'une exclusion définitive après la date du 15 mai s'il s'est rendu coupable de l'un des faits suivants :

1^o tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un autre élève ou à un membre du personnel, dans l'enceinte de l'école ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité, même limitée dans le temps, de travailler ou de suivre les cours ;

2^o tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un délégué du pouvoir organisateur, à un membre des services de l'inspection ou de vérification, à un délégué de la Communauté française, dans l'enceinte de l'école ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps ;

3^o tout coup et blessure porté sciemment dans l'enceinte de l'école par un élève à une personne autorisée à pénétrer au sein de l'école, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps ;

4^o l'introduction ou la détention par un élève au sein d'une école ou dans le voisinage immédiat de cette école de quelque arme que ce soit, visée, sous quelque catégorie que ce soit, à l'article 3 de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes et ce, sous réserve du paragraphe 1^{er}, alinéa 3 ;

5^o toute manipulation hors de son usage didactique d'un instrument utilisé dans le cadre de certains cours ou activités pédagogiques lorsque cet instrument peut causer des blessures ;

6^o l'introduction ou la détention, sans raison légitime, par un élève au sein d'une école ou dans le voisinage immédiat de cette école de tout instrument, outil, objet tranchant, contondant ou blessant ;

7^o l'introduction ou la détention par un élève au sein d'une école ou dans le voisinage immédiat de cette école de substances inflammables sauf dans les cas où celles-ci sont nécessaires aux activités pédagogiques et utilisées exclusivement dans le cadre de celles-ci ;

8^o l'introduction ou la détention par un élève au sein d'une école ou dans le voisinage immédiat de cette école de substances visées à l'article 1^{er} de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, en violation des règles fixées pour l'usage, le commerce et le stockage de ces substances ;

9^o le fait d'extorquer, à l'aide de violences ou de menaces, des fonds, valeurs, objets, promesses d'un autre élève ou d'un membre du personnel dans l'enceinte de l'école ou hors de celle-ci ;

10^o le fait d'exercer sciemment sur un autre élève ou un membre du personnel une pression psychologique insupportable, par insultes, injures, calomnies ou diffamation.

Lorsqu'il est fait application de l'exception visée à l'alinéa 2, la décision d'exclusion définitive précise les motifs pour lesquels il ne peut être envisagé que l'élève fréquente l'école jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours. ».

Art. 4. L'article 1.7.9-6 du même Code est modifié comme suit :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « par envoi recommandé » sont remplacés par les mots « soit par envoi recommandé, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « jour ouvrable » sont remplacés par les mots « jour ouvrable scolaire » ;

3° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est complété par les phrases suivantes : « Dès l'invitation à l'audition, une copie du dossier disciplinaire est mise gratuitement à la disposition des parents de l'élève mineur ou de l'élève majeur. Durant l'audition, les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur peuvent être accompagnés de la personne majeure de leur choix. » ;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « l'équipe pédagogique dans l'enseignement primaire » sont remplacés par les mots « l'équipe pédagogique dans l'enseignement fondamental » ;

5° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : « L'acte de délégation du pouvoir organisateur en faveur de son délégué organise les modalités de la délégation, notamment, le cas échéant, la possibilité d'un droit d'évocation de la part du pouvoir organisateur en vue de l'adoption d'une décision d'exclusion définitive. » ;

6° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante : « Cet envoi recommandé reprend les informations suivantes :

1. l'existence d'un droit de recours et ses modalités ;
2. l'existence de l'accompagnement visé au paragraphe 3 et ses modalités. » ;
- 7° l'article 1.7.9-6 est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. A la suite d'une décision d'exclusion définitive, l'école qui a exclu fournit aux parents de l'élève mineur ou à l'élève majeur âgé de 18 à 21 ans visé à l'article 1.7.9-4, § 4, alinéa 1^{er}, les supports pédagogiques nécessaires à la continuité des apprentissages de l'élève et fixe, le cas échéant, les modalités de présentation de travaux personnels et d'examens de manière à ce que l'élève bénéficie de possibilités de sanction des études comparables à celles des autres élèves. Pour bénéficier de cet accompagnement, un élève majeur visé à l'article 1.7.9-4, § 4, alinéa 3, quelle que soit l'année dans laquelle il est inscrit, doit en faire la demande explicite adressée, par écrit, au directeur.

Cet accompagnement est mené jusqu'à la réinscription de l'élève exclu dans une autre école de l'enseignement obligatoire, dans une école d'enseignement de promotion sociale ou dans tous types de dispositifs qui permettent de satisfaire à l'obligation scolaire telle que défini à l'article 1.7.1-2. Pour les élèves majeurs, cet accompagnement prend également fin s'ils ont trouvé un emploi, entamé une formation professionnelle ou s'ils ont y ont mis un terme à leur initiative. Dans tous les cas, cet accompagnement prend fin le dernier jour de l'année scolaire en cours. ».

Art. 5. Dans le Livre I^{er}, Titre 7, Chapitre 9, du même Code, il est inséré une section 3 intitulée « Du recours contre les décisions d'exclusion définitive et les refus de réinscription » reprenant l'article 1.7.9-7.

Art. 6. L'article 1.7.9-7 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Article 1.7.9-7. § 1^{er}. Les Chambres inter-réseaux de recours contre les décisions d'exclusion définitive suivantes sont créées :

- 1°. une pour l'enseignement fondamental ordinaire ;
- 2°. une pour l'enseignement fondamental spécialisé ;
- 3°. une pour l'enseignement secondaire ordinaire ;
- 4°. une pour l'enseignement secondaire spécialisé.

En fonction des nécessités liées au nombre de recours à traiter, le Gouvernement peut créer une ou plusieurs Chambres inter-réseaux de recours supplémentaire(s).

Ces chambres connaissent des recours formés contre les décisions d'exclusion définitive visées à l'article 1.7.9-6 et contre les refus de réinscription visés à l'article 1.7.9-11. Elles connaissent tant du respect de la procédure que du fond du dossier.

§ 2. Chaque Chambre de recours est composée de la manière suivante :

1° deux membres de la Direction générale de l'enseignement obligatoire du Ministère de la Communauté française, dont le Directeur général ou son représentant qui préside ;

2° quatre représentants des pouvoirs organisateurs, répartis de la manière suivante :

- a) un représentant de l'enseignement organisé par la Communauté française ;
- b) un représentant des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné ;
- c) un représentant des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre confessionnel subventionné ;
- d) un représentant des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre non confessionnel subventionné ;

3° un représentant par organisation représentative des parents et association de parents d'élèves reconnue comme représentative ;

4° deux représentants des centres PMS proposés par le Conseil Supérieur des centres PMS.

Il est désigné deux suppléants pour chaque membre effectif.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, et leurs suppléants sont proposés respectivement par Wallonie-Bruxelles Enseignement et par les fédérations de pouvoirs organisateurs reconnues conformément au présent Code.

Les membres effectifs et suppléants de chaque Chambre de recours sont nommés par le Gouvernement pour une période de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, ou qui s'est absenté sans motifs valables plus de la moitié des séances de l'année scolaire, cesse de faire partie de la Chambre de recours. Le Gouvernement peut fixer d'autres motifs de révocation et fixe les modalités de révocation.

§ 3. Le siège de chacune des Chambres de recours est situé au sein des services du Gouvernement.

Chaque Chambre de recours se réunit en présentiel ou non, sur convocation de son Président, chaque fois que l'exercice de ses missions l'exige ou à la demande d'un de ses membres.

Chaque Chambre de recours délibère valablement si la majorité des membres est présente, sans qu'il soit nécessaire que chacune des catégories des membres visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o à 4^o, soit représentée. Toutefois, lorsque la Chambre de recours convoquée ne réunit pas le nombre de membres nécessaire, elle peut, après une nouvelle convocation, délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents.

Les Chambres de recours prennent leurs décisions par consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, elles statuent à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

Les membres visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4^o, et leurs suppléants siègent sans voix délibérative.

Les membres sont tenus au secret des dossiers et des délibérations de la Chambre de recours concernée.

Lorsque le recours concerne un élève fréquentant ou ayant fréquenté l'école dans laquelle le membre de la Chambre de recours officie ou a officie ou lorsque ce dernier est le parent ou l'allié jusqu'au quatrième degré inclusivement de l'élève en cause, le membre est remplacé par un membre suppléant qui statue sur le cas.

§ 4. Les services du Gouvernement organisent un secrétariat commun aux différentes Chambres de recours.

Les membres visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o à 4^o, bénéficient du remboursement de leurs frais de parcours aux conditions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française.

Le Gouvernement fixe les autres modalités de fonctionnement des Chambres de recours.

§ 5. Le secrétariat des Chambres de recours élabore un rapport annuel comprenant notamment des statistiques de suivi des recours. Ce rapport est commun à l'ensemble des Chambres de recours. Ce rapport est adressé à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement aux fins du pilotage du système éducatif et à la Commission de Pilotage (COPI). ».

Art. 7. Dans la section 3 du Livre I^{er}, Titre 7, Chapitre 9, du même Code, telle qu'insérée par l'article 5, il est inséré un article 1.7.9-7/1 rédigé comme suit :

« Article 1.7.9-7/1. § 1^{er}. Le recours contre une décision d'exclusion définitive ou de refus de réinscription est introduit par les parents de l'élève mineur ou par l'élève majeur par envoi recommandé ou par envoi électronique avec accusé de réception dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la décision.

Ce recours est motivé et reprend au moins une copie de la décision faisant l'objet du recours. Le Gouvernement fixe un modèle de document permettant aux parents ou à l'élève majeur d'introduire un recours. L'utilisation de ce document est facultative.

Au sens du présent article, les jours ouvrables comprennent tous les jours sauf les samedis, les dimanches et les jours fériés légaux.

L'introduction d'un recours n'est pas suspensive de la décision d'exclusion définitive.

§ 2. Le secrétariat de la Chambre de recours compétente accuse réception du recours auprès des parents de l'élève mineur ou auprès de l'élève majeur. Il informe immédiatement le pouvoir organisateur de l'école qui a exclu l'élève.

Le pouvoir organisateur concerné transmet l'entièreté du dossier administratif au secrétariat de la Chambre de recours compétente dans le délai suivant :

1^o pour une décision d'exclusion définitive : dans les quatre jours ouvrables scolaires à dater de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er} ;

2^o pour une décision de refus de réinscription : dans les quatre jours ouvrables à dater de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er} ou, si le recours est introduit pendant la période de fermeture d'école durant les vacances d'été, dans les quatre jours ouvrables qui suivent la réouverture de l'école.

§ 3. La Chambre de recours a le droit de se faire remettre par chaque partie les éléments qu'elle souhaite et qui sont liés au recours introduit.

Si elle l'estime nécessaire, la Chambre de recours auditionne les parties.

Chaque partie peut également introduire une demande d'audition. Cette audition est menée uniquement à l'égard des recours qui sont jugés recevables par la Chambre de recours concernée.

Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction d'une demande d'audition et les modalités d'audition.

Lors de l'audition, chaque partie peut être accompagnée de la personne majeure de son choix.

§ 4. La Chambre de recours concernée statue sur le recours dans les vingt jours ouvrables scolaires qui suivent la réception de l'envoi recommandé ou de l'envoi électronique visé au paragraphe 1^{er}.

Lorsque le recours est reçu pendant les vacances d'été, la Chambre de recours concernée statue pour le dernier vendredi des vacances d'été au plus tard.

§ 5. La Chambre de recours peut :

1^o maintenir la décision d'exclusion définitive qui lui est soumise, si elle considère que les faits reprochés à l'élève sont établis et que, au regard de l'ensemble des informations, la décision d'exclusion apparaît proportionnée ;

2° annuler la décision d'exclusion définitive si elle estime que les faits reprochés à l'élève sont établis mais que l'exclusion définitive constitue une sanction disproportionnée par rapport à ceux-ci. Dans ce cas, la Chambre de recours indique dans sa décision les éléments à prendre en compte par le pouvoir organisateur ou son délégué dans le cadre de son appréciation pour une sanction alternative. Le pouvoir organisateur ou son délégué est alors appelé à exécuter dans les 10 jours ouvrables scolaires qui suivent la décision de la Chambre de recours, en décidant d'une autre sanction et en motivant sa décision sur la base du règlement d'ordre intérieur de l'école concernée et au regard des considérations formulées par la Chambre de recours. La nouvelle sanction ainsi adoptée ne peut pas consister en une exclusion temporaire, dès lors que l'élève a déjà fait l'objet d'un écartement provisoire depuis l'adoption de la décision d'exclusion définitive jusqu'à l'adoption de la nouvelle sanction après recours ;

3° annuler la décision d'exclusion définitive si elle estime que la procédure n'a pas été respectée, que les faits reprochés à l'élève ne sont pas établis ou que les faits reprochés à l'élève ne sont pas de nature à justifier une sanction. »

Le secrétariat de la Chambre de recours notifie par envoi recommandé ou par envoi électronique avec accusé de réception la décision de la Chambre de recours compétente aux parties. Cette notification mentionne les voies de recours contre la décision rendue par la Chambre de recours concernée.

Lorsque l'élève exclu est inscrit dans une nouvelle école et que la Chambre de recours annule la décision d'exclusion définitive ou de refus de réinscription, les parents de l'élève mineur ou l'élève lui-même s'il est majeur décident soit que l'élève réintègre l'école d'origine soit que l'élève reste inscrit dans la nouvelle école. Les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur communiquent leur décision aux services du Gouvernement ainsi qu'à l'école dans laquelle l'élève ne sera plus inscrit dans un délai de deux jours ouvrables scolaires à dater de la réception de la notification visée à l'alinéa 2. En cas de décision de réintégration dans l'école d'origine, le pouvoir organisateur de l'école concernée est tenu de réintégrer immédiatement l'élève. S'il s'y refuse, il perd, pour une durée que fixe le Gouvernement et qui ne peut être inférieure au mois ni supérieure à l'année scolaire, le bénéfice des dotations de fonctionnement ou des subventions de fonctionnement pour l'école dont l'élève a été exclu. ».

Art. 8. Dans la section 3 du Livre I^{er}, Titre 7, Chapitre 9, du même Code, telle qu'insérée par l'article 5, il est inséré un article 1.7.9-7/2 rédigé comme suit :

« Article 1.7.9-7/2. Le Gouvernement évalue la mise en œuvre des articles 1.7.9-7 et 1.7.9-7/1, tous les quatre ans, et en fait rapport au Parlement. Il transmet le premier rapport d'évaluation au Parlement au cours de l'année scolaire 2029-2030. ».

Art. 9. Dans le Livre I^{er}, Titre 7, Chapitre 9, du même Code, il est inséré une section 4 intitulée « Du reclassement des élèves exclus » reprenant les articles 1.7.9-8 à 1.7.9-10.

Art. 10. A l'article 1.7.9-10 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Dans ce cas, le Ministre statue sur l'inscription de l'élève dans une école organisée par la Communauté française. » ;

2° dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé ;

3° le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 11. Dans le Livre I^{er}, Titre 7, Chapitre 9, du même Code, il est inséré une section 5 intitulée « Du refus de réinscription » reprenant l'article 1.7.9-11.

Art. 12. Dans l'article 1.7.9-11 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « aux articles 1.7.9-4 à 1.7.9-8 » sont remplacés par les mots « à l'article 1.7.9-6, §§ 1^{er} et 2 » ;

2° l'article 1.7.9-11 est complété par la phrase suivante : « Sauf en cas de nouvelle inscription de l'élève prise avec l'accord du pouvoir organisateur de l'école, le refus de réinscription est définitif. »

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant d'autres dispositions du Code de l'enseignement fondamental et secondaire*

Art. 13. Dans l'article 1.7.7-2, § 1^{er}, alinéa 4, du même Code, les mots « les procédures fixées aux articles 1.7.9-5, 1.7.9-6 et 1.7.9-9 » sont remplacés par les mots « les procédures fixées aux articles 1.7.9-7/1 et 1.7.9-10 ».

Art. 14. Dans l'article 1.7.7-4, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, la deuxième phrase est remplacée par ce qui suit :

« Il n'est pas non plus tenu d'inscrire un élève majeur qui a été exclu définitivement d'une école alors qu'il était majeur pour l'un des faits visés à l'article 1.7.9-4, § 1^{er}, alinéa 2. Il est par contre tenu d'inscrire un élève majeur qui a été exclu définitivement d'une école alors qu'il était majeur pour un fait qui n'est pas visé à l'article 1.7.9-4, § 1^{er}, alinéa 2, et ce pour autant que l'élève majeur répondent aux conditions visées à l'alinéa 1^{er} et qu'il signe l'écrit visé à l'article 1.7.7-1, alinéa 5. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 15. Les Chambres de recours instituées par l'article 1.7.9-7 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, tel que remplacé par l'article 6, connaissent des recours formés contre les décisions d'exclusion définitive visées à l'article 1.7.9-6 notifiées à partir du 25 août 2025. Elles connaissent également des recours contre les décisions de refus de réinscription visés à l'article 1.7.9-11 notifiées à partir du sixième jour ouvrable scolaire de l'année scolaire 2025-2026.

Les recours à l'égard des décisions d'exclusion définitive prononcées avant le 25 août 2025 et des décisions de refus de réinscription prononcées avant le cinquième jour de l'année scolaire 2025-2026 sont traités conformément aux articles 1.7.9-7 et 1.7.9-10, §§ 3, alinéa 2, et 4, en leur version en vigueur la veille de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 16. Les articles 6, 7, 8, 10 et 13 entrent en vigueur le 25 août 2025.

Art. 17. Sauf pour les dispositions dont l'entrée en vigueur est fixée par l'article 16, le présent décret entre en vigueur le 26 août 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Proposition de décret, n° 710-1 – Amendement(s) en commission, n° 710-2 – Texte adopté en séance plénière, n° 710-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 25 avril 2024.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/006226]

16 MEI 2024. — Decreet houdende definitieve uitsluiting en tot instelling van bevoegde netoverschrijdende kamers om kennis te nemen van beroepen tegen de beslissingen tot definitieve uitsluiting (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :
HOOFDSTUK 1^{er}. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wat betreft de procedure voor definitieve uitsluiting*

Artikel 1. In Boek I, Titel 7, Hoofdstuk 9, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt een afdeling 1, "Tuchtsancties" ingevoegd, die de artikelen 1.7.9-1 tot 1.7.9-3 bevat.

Art. 2. In Boek I, Titel 7, Hoofdstuk 9 van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 2 "Procedure voor definitieve uitsluiting" ingevoegd, die artikelen 1.7.9-4 tot 1.7.9-6 bevat.

Art. 3. In artikel 1.7.9-4 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

"In het kleuteronderwijs mag een leerling die regelmatig is ingeschreven in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school niet definitief worden uitgesloten, tenzij hij zich ten aanzien van een andere leerling schuldig heeft gemaakt aan het feit bedoeld in het tweede lid, 1°. In het lager onderwijs en in het secundair onderwijs kan een leerling die regelmatig is ingeschreven in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school alleen definitief worden uitgesloten als de feiten waaraan hij zich schuldig maakte een aantasting betekenen van de fysieke, psychische of morele integriteit van een personeelslid of van een leerling, die de organisatie of de goede werking van de school ernstig in het gedrang brengen of haar ernstige materiële of morele schade toebrengen. » ;

2° in paragraaf 1, tweede lid, 10° worden de woorden "en herhaaldelijk " opgeheven ;

3° artikel 1.7.9-4 wordt aangevuld met de paragrafen 3 en 4, luidend als volgt :

« § 3. Elke school leeft de volgende principes na :

1° een leerling kan niet tweemaal gestraft worden voor hetzelfde feit;

2° wanneer hetzelfde feit door meerdere leerlingen is gepleegd, wordt de situatie van elke leerling afzonderlijk en apart door de school behandeld. In dit geval kan de sanctie alleen betrekking hebben op een feit dat aan de leerling kan worden toegeschreven.

§ 4. In de loop van een schooljaar is een definitieve uitsluiting na de datum van 15 mei verboden :

1° in het gewoon onderwijs of in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 :

a) een minderjarige leerling ;

b) een meerderjarige leerling tussen 18 tot 21 jaar die regelmatig is ingeschreven in het vijfde, zesde of zevende jaar van het voortgezet onderwijs;

2° in niveaus en vormen van gespecialiseerd onderwijs die niet onder 1° vallen :

a) een minderjarige leerling ;

b) een meerderjarige leerling tussen 18 tot 21 jaar oud.

Na deze datum kan voor de leerlingen bedoeld in het eerste lid enkel een procedure tot weigering tot herinschrijving, zoals bepaald in artikel 1.7.9-11, worden opgestart.

Een leerling tussen 18 en 21 jaar die niet voldoet aan de voorwaarden van het eerste lid, of een leerling ouder dan 21 jaar, kan voor het hele schooljaar definitief uitgesloten worden.

Bij wijze van uitzondering kan een leerling bedoeld in het eerste lid na 15 mei definitief worden uitgesloten als hij of zij zich schuldig heeft gemaakt aan een van de volgende feiten :

1° elke slag of verwonding opzettelijk toegebracht door een leerling aan een andere leerling of aan een personeelslid, binnen of buiten de school, met als gevolg een ongeschiktheid, zelfs voor een beperkte periode, om te werken of lessen te geven ;

2° elke slag of verwonding opzettelijk toegebracht door een leerling aan een afgevaardigde van de inrichtende overheid, aan een lid van de inspectie- of verificatiediensten, of aan een afgevaardigde van de Franse Gemeenschap, binnen of buiten de school, met als gevolg een arbeidsongeschiktheid, zelfs voor een beperkte periode ;

3° elke slag of verwonding opzettelijk toegebracht binnen de school door een leerling aan een persoon die gemachtigd is de school te betreden, met als gevolg een arbeidsongeschiktheid, zelfs voor een beperkte periode;

4° het invoeren of bezitten door een leerling binnen een school of in de naaste omgeving van die school, van ongeacht welk wapen dat, in ongeacht welke categorie, bedoeld is in artikel 3 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, onder voorbehoud van paragraaf 1, derde lid ;

5° elk gebruik, buiten zijn didactische bestemming, van een instrument dat wordt gebruikt in het kader van sommige cursussen of pedagogische activiteiten, wanneer dat instrument verwondingen kan veroorzaken;

6° het invoeren of bezitten door een leerling, zonder wettige reden, binnen een school of in de naaste omgeving van die school, van elk instrument, werktuig, snijgend, stekend of kneuzend voorwerp;

7° het invoeren of bezitten door een leerling binnen een school of in de naaste omgeving van die school, van ontvlambare stoffen, behalve als deze noodzakelijk zijn voor de pedagogische activiteiten en uitsluitend in het kader daarvan worden gebruikt;

8° het invoeren of bezitten door een leerling binnen een school of in de naaste omgeving van die school, van de stoffen bedoeld in artikel 1 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdoovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen of antiseptica, in strijd met de regels bepaald voor het gebruik, de handel en de opslag van deze stoffen;

9° het afpersen, door middel van geweld of bedreigingen, van gelden, waarden, voorwerpen, beloften van een andere leerling of een personeelslid binnen of buiten de school;

10° het opzettelijk uitoefenen van onverdraaglijke psychologische druk op een andere leerling of op een personeelslid door middel van scheldwoorden, beledigingen, laster of eerroof.

Wanneer de uitzondering bedoeld in het tweede lid wordt toegepast, wordt in de beslissing tot definitieve uitsluiting vermeld om welke redenen niet kan worden verwacht dat de leerling tot het einde van het lopende schooljaar naar school gaat. ».

Art. 4. Artikel 1.7.9-6 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "met een aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "hetzij per aangetekende post, hetzij door overhandiging van een brief met ontvangstbevestiging";

2° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord "werkdag" vervangen door het woord "schoolwerkdag";

3° in paragraaf 1 wordt het tweede lid aangevuld als volgt : "Zodra de leerling is uitgenodigd voor de hoorzitting, wordt een kopie van het tuchtdossier gratis ter beschikking gesteld aan de ouders van de minderjarige of meerderjarige leerling. Tijdens de hoorzitting mogen de ouders van de minderjarige of de meerderjarige leerling vergezeld worden door een meerderjarige persoon van hun keuze. » ;

4° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "het pedagogisch team, in het lager onderwijs, het onderwijs" vervangen door de woorden "het pedagogisch team in het basisonderwijs" ;

5° in paragraaf 2 wordt het eerste lid aangevuld als volgt : "In de akte van delegatie van de inrichtende macht ten gunste van zijn afgevaardigde worden de nadere regels voor de delegatie vermeld, met inbegrip van, indien van toepassing, de mogelijkheid van een herroepingsrecht van de inrichtende macht met het oog op de aanneming van een beslissing tot definitieve uitsluiting. » ;

6° in paragraaf 2 wordt het tweede lid aangevuld als volgt : "Deze aangetekende zending bevat de volgende informatie:

1. het bestaan van een beroepsrecht en de nadere regels ervan ;

2. het bestaan van de begeleiding bedoeld in paragraaf 3 en de nadere regels ervan. » ;

7° artikel 1.7.9-6 wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. Na een beslissing tot definitieve uitsluiting van een leerling verstrekt de school die de leerling heeft uitgesloten, aan de ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling van 18 tot 21 jaar bedoeld in artikel 1.7.9-4, § 4, het eerste lid, de leermiddelen die nodig zijn voor de continuïteit van het leerproces van de leerling en stelt zij, in voorkomend geval, de nadere regels vast waarop het persoonlijke werk en de examens worden aangeboden, zodat de leerling mogelijkheden heeft om de studies te bekrachtigen die vergelijkbaar zijn met die van andere leerlingen. Om voor deze begeleiding in aanmerking te komen, moet een meerderjarige leerling bedoeld in artikel 1.7.9-4, § 4, derde lid, ongeacht het jaar waarin hij of zij is ingeschreven, een uitdrukkelijk schriftelijk verzoek indienen bij de directeur.

Deze ondersteuning wordt geboden totdat de uitgesloten leerling opnieuw wordt ingeschreven in een andere leerplichtige school, in een school van het onderwijs voor sociale promotie of in een ander soort structuur waarmee aan de leerplicht zoals bepaald in artikel 1.7.1-2 kan worden voldaan. Voor meerderjarige leerlingen eindigt deze begeleiding ook als ze een betrekking hebben gevonden, aan een beroepsopleiding zijn begonnen of deze op eigen initiatief hebben beëindigd. In alle gevallen eindigt deze begeleiding op de laatste dag van het lopende schooljaar. ».

Art. 5. In Boek I, Titel 7, Hoofdstuk 9, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 3 ingevoeg, luidend als volgt "Beroep tegen beslissingen tot definitieve uitsluiting en weigeringen tot herinschrijving", waarin artikel 1.7.9-7 wordt opgenomen.

Art. 6. Artikel 1.7.9-7 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1.7.9-7. § 1. De netoverschrijdende Kamers van Beroep tegen de volgende beslissingen tot definitieve uitsluiting worden hierbij opgericht :

- 1°. één voor het gewoon basisonderwijs ;
- 2°. één voor het gespecialiseerd basisonderwijs ;
- 3°. één voor het gewoon secundair onderwijs ;
- 4°. één voor het gespecialiseerd secundair onderwijs.

Afhankelijk van het aantal beroepen dat verwerkt moet worden, kan de regering één of meer bijkomende netoverschrijdende Kamers van beroep oprichten.

Deze Kamers nemen kennis van de beroepen tegen de beslissingen tot definitieve uitsluiting bedoeld in artikel 1.7.9-6 en tegen de weigeringen tot herinschrijving bedoeld in artikel 1.7.9-11. Zij nemen kennis zowel van de naleving van de procedure als van de inhoudelijke aspecten van het dossier.

§ 2. Elke Kamer van Beroep is samengesteld als volgt :

1° twee leden van de Algemene Directie van het leerplichtonderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de Directeur-generaal of zijn vertegenwoordiger, die het voorzitterschap waarneemt ;

2° vier vertegenwoordigers van de inrichtende machten, verdeeld als volgt :

- a) een vertegenwoordiger van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap ;
- b) een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het subsidieerd officieel onderwijs;
- c) een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van het gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs;
- d) een vertegenwoordiger van de inrichtende machten van gesubsidieerd niet-confessioneel vrij onderwijs;

3° één vertegenwoordiger per representatieve oudervereniging en oudersvereniging van leerlingen erkend als representatief;

4° twee vertegenwoordigers van PMS-centra voorgedragen door de Hoge Raad voor de PMS-centra.

Voor elk werkend lid worden twee plaatsvervangers aangesteld.

De leden bedoeld in het eerste lid, 2° en hun plaatsvervangers worden respectievelijk voorgedragen door Wallonie-Bruxelles Enseignement en door de federaties van inrichtende machten erkend overeenkomstig dit Wetboek.

De werkende en plaatsvervangende leden van elke Kamer van Beroep worden door de regering benoemd voor een periode van vier jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Elk lid dat de hoedanigheid verliest waarvoor hij is benoemd, of zonder geldige reden meer dan de helft van de vergaderingen tijdens het schooljaar afwezig is geweest, houdt op lid van de Kamer van Beroep te zijn. De regering kan andere reden van herroeping vaststellen en de procedures voor herroeping bepalen.

§ 3. De zetel van de Kamers van beroep bevindt zich binnen de diensten van de Regering.

Elke Kamer van beroep vergadert al dan niet face-to-face of op uitnodiging van de voorzitter wanneer de uitoefening van zijn opdrachten dit vereist of op verzoek van een van zijn leden.

Elke Kamer van beroep beraadslaagt geldig indien de meerderheid van haar leden aanwezig is, zonder dat elk van de in paragraaf 2, eerste lid, 2° tot 4°, bedoelde categorieën van leden vertegenwoordigd moet zijn. Indien de bijengeroepen Kamer van beroep echter niet over het vereiste aantal leden beschikt, kan zij na een nieuwe bijeenroeping geldig over hetzelfde onderwerp beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden.

De Kamers van beroep nemen hun beslissingen bij consensus. Als dit niet mogelijk is, nemen ze beslissingen met een volstreekte meerderheid van de aanwezige leden. Bij gelijkheid van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De leden bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 4°, en hun plaatsvervangers zijn niet stemgerechtigd.

De leden zijn verplicht tot geheimhouding van de dossiers en beraadslagingen van de betrokken Kamer van Beroep.

Wanneer het beroep betrekking heeft op een leerling die de school bezoekt of heeft bezocht waar het lid van de Kamer van beroep optreedt of heeft opgetreden, of wanneer het lid de bloed- of een aanverwant tot en met de vierde graad van de betrokken leerling is, wordt het lid vervangen door een plaatsvervangend lid dat over de zaak beslist.

§ 4. De diensten van de Regering organiseren een gezamenlijk secretariaat voor de verschillende Kamers van beroep.

De leden bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2° tot 4°, komen in aanmerking voor de terugbetaling van hun reiskosten onder de voorwaarden die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De regering bepaalt de andere werkingsprocedures van de Kamers van beroep.

§ 5. Het secretariaat van de Kamers van beroep stelt een jaarverslag op met statistieken over de opvolging van beroepen. Dit verslag is gemeenschappelijk voor alle Kamers van beroep. Dit verslag wordt naar de Administrateur-generaal van het Onderwijs gestuurd om het onderwijssysteem aan te sturen en naar de Sturingscommissie (COPI). ».

Art. 7. In de afdeling 3 van Boek I, Titel 7, Hoofdstuk 9 van hetzelfde Wetboek, zoals ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 1.7.9-7/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 1.7.9-7/1. § 1. Een beroep tegen een beslissing tot definitieve uitsluiting of weigering tot herinschrijving wordt door de ouders van de minderjarige leerling of door de meerderjarige leerling binnen tien werkdagen na ontvangst van de beslissing per aangetekende post of per elektronische post met ontvangstbevestiging ingediend.

Dit beroep wordt gemotiveerd en bevat ten minste één kopie van de beslissing waartegen het beroep gericht is. De regering zal een model van document opstellen waarmee ouders of meerderjarige leerlingen beroep kunnen aantekenen. Het gebruik van dit document is facultatief.

In de zin van dit artikel omvatten de werkdagen alle dagen behalve zaterdag, zondagen en wettelijke feestdagen.

Het indienen van een beroep schort de beslissing tot definitieve uitsluiting niet op.

§ 2. Het secretariaat van de bevoegde Kamer van Beroep bevestigt de ontvangst van het beroep aan de ouders van de minderjarige leerling of aan de meerderjarige leerling. Het informeert onmiddellijk de inrichtende macht van de school die de leerling heeft uitgesloten.

De betrokken inrichtende macht bezorgt het volledige administratieve dossier binnen de volgende termijn aan het secretariaat van de bevoegde Kamer van beroep:

1° voor een beslissing tot definitieve uitsluiting: binnen vier schoolwerkdagen na ontvangst van de informatie bedoeld in het eerste lid;

2° voor een beslissing tot weigering tot herinschrijving: binnen vier werkdagen na ontvangst van de informatie bedoeld in het eerste lid of, indien het beroep wordt ingesteld tijdens de periode waarin de school gesloten is voor de zomervakantie, binnen vier werkdagen na de heropening van de school.

§ 3. De Kamer van beroep heeft het recht van elke partij alle gewenste informatie met betrekking tot het ingestelde beroep te verkrijgen.

Indien de Kamer van beroep dit nodig acht, hoort zij de partijen.

Elke partij kan ook een verzoek om een hoorzitting indienen. Deze hoorzitting wordt alleen gehouden voor beroepen die door de betrokken Kamer van Beroep ontvankelijk worden geacht.

De Regering stelt de procedures vast voor het indienen van een verzoek om een hoorzitting en de procedures voor de hoorzitting zelf.

Bij de hoorzitting mag elke partij vergezeld worden door een meerderjarige persoon naar keuze.

§ 4. 2. De betrokken Kamer van beroep beslist over het beroep binnen twintig schoolwerkdagen na ontvangst van de aangetekende brief of de elektronische post bedoeld in paragraaf 1..

Als het beroep tijdens de zomervakantie wordt ontvangen, zal de betrokken Kamer van Beroep uiterlijk op de laatste vrijdag van de zomervakantie een beslissing nemen.

§ 5. De Kamer van beroep kan :

1° de beslissing tot definitieve uitsluiting die haar wordt voorgelegd, handhaven indien zij van oordeel is dat de feiten waarvan de leerling beschuldigd wordt, vaststaan en dat, in het licht van alle informatie, de beslissing tot uitsluiting evenredig lijkt ;

2° de beslissing tot definitieve uitsluiting vernietigen indien zij van oordeel is dat de feiten waarvan de leerling beschuldigd wordt, vaststaan, maar dat de definitieve uitsluiting een sanctie vormt die niet in verhouding staat tot die feiten. In dat geval geeft de Kamer van Beroep in haar beslissing de factoren aan waarmee de inrichtende macht of haar afgevaardigde rekening moet houden bij de beoordeling van een alternatieve sanctie. De inrichtende macht of haar afgevaardigde moet dan binnen 10 schoolwerkdagen de beslissing van de Kamer van Beroep uitvoeren, door een andere sanctie vast te stellen en haar beslissing te motiveren op basis van het huishoudelijk reglement van de betrokken school en in het licht van de overwegingen die door de Kamer van Beroep zijn geformuleerd. De aldus vastgestelde nieuwe sanctie mag niet bestaan uit een tijdelijke uitsluiting, als de leerling al een tijdelijke uitsluiting heeft ondergaan sinds de beslissing tot definitieve uitsluiting is genomen, totdat de nieuwe sanctie na beroep is vastgesteld;

3° de beslissing tot definitieve uitsluiting vernietigen als zij van mening is dat de procedure niet nageleefd werd, dat de feiten verweten tegen de leerling niet bewezen zijn of dat de feiten verweten tegen de leerling geen sanctie rechtvaardigen. »

Het secretariaat van de Kamer van beroep stelt de partijen per aangetekende post of per elektronische post met ontvangstbevestiging in kennis van de beslissing van de bevoegde Kamer van beroep. In deze kennisgeving wordt vermeld hoe beroep kan worden aangetekend tegen de beslissing van de betrokken Kamer van beroep.

Als de uitgesloten leerling in een nieuwe school wordt ingeschreven en de Kamer van Beroep de beslissing om de leerling definitief uit te sluiten of te weigeren hem of haar te herschrijven, vernietigt, beslissen de ouders van de minderjarige leerling of de leerling zelf, als deze meerderjarig is, dat de leerling in de oorspronkelijke school wordt herschrijft of dat de leerling in de nieuwe school ingeschreven blijft. De ouders van de minderjarige of meerderjarige leerling delen hun beslissing binnen twee schoolwerkdagen na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in het tweede lid mee aan de diensten van de regering en aan de school waar de leerling niet meer zal worden ingeschreven. In het geval van een beslissing om de leerling te reintegreren in de oorspronkelijke school, is de inrichtende macht van de betrokken school verplicht om de leerling onmiddellijk te reintegreren. Als zij dit weigert, verliest zij voor een door de regering te bepalen periode, die niet korter mag zijn dan één maand en niet langer dan één schooljaar, het voordeel van de werkingsdotaties of exploitatiesubsidies voor de school waarvan de leerling is uitgesloten. ».

Art. 8. In de afdeling 3 van Boek I, Titel 7, Hoofdstuk 9 van hetzelfde Wetboek, zoals ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 1.7.9-7/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 1.7.9-7/2. De Regering evalueert om de vier jaar de uitvoering van de artikelen 1.7.9-7 en 1.7.9-7/1 en brengt verslag uit aan het Parlement. Het eerste evaluatieverslag zal in het schooljaar 2029-2030 aan het Parlement worden voorgelegd. ».

Art. 9. In Boek I, Titel 7, Hoofdstuk 9, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt "Herindeling van uitgesloten leerlingen ", die artikelen 1.7.9-8 tot 1.7.9-10 bevat.

Art. 10. In artikel 1.7.9-10 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3 wordt het tweede lid aangevuld, luidend als volgt :

"In dit geval beslist de Minister over de inschrijving van de leerling in een school georganiseerd door de Franse Gemeenschap. » ;

2° in paragraaf 3 wordt het tweede lid opgeheven;

3° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 11. In Boek I, Titel 7, Hoofdstuk 9, van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 5 ingevoegd, luidend als volgt : "Weigering van herinschrijving ", waarin artikel 1.7.9-11 wordt opgenomen.

Art. 12. In artikel 1.7.9-11 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « in de artikelen 1.7.9-4 à 1.7.9-8 » worden vervangen door de woorden « in artikel 1.7.9-6, §§ 1 en 2 » ;

2° artikel 1.7.9-11 wordt aangevuld met de volgende zin : "Behalve in het geval van herinschrijving van de leerling met toestemming van de inrichtende macht van de school, is de weigering om de leerling opnieuw in te schrijven definitief. »

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van andere bepalingen van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs*

Art. 13. In artikel 1.7.7-2, § 1, vierde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de procedures bepaald in de artikelen 1.7.9-5, 1.7.9-6 en 1.7.9-9" vervangen door de woorden "de procedures bepaald in de artikelen 1.7.9-7/1 en 1.7.9-10".

Art. 14. In artikel 1.7.7-4, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt de tweede zin vervangen als volgt :

"Het is ook niet verplicht om een meerderjarige leerling in te schrijven die definitief van een school is uitgesloten toen hij meerderjarig was voor één van de feiten bedoeld in artikel 1.7.9-4, § 1, tweede lid. Anderzijds is het verplicht om een meerderjarige leerling in te schrijven die definitief van een school is uitgesloten toen hij/zij meerderjarig was voor een feit dat niet valt onder artikel 1.7.9-4, § 1, tweede lid, op voorwaarde dat de meerderjarige leerling voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid en dat hij/zij het document bedoeld in artikel 1.7.7-1, vijfde lid ondertekent. ».

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 15. De Kamers van Beroep, ingesteld bij artikel 1.7.9-7 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, zoals vervangen bij artikel 6, nemen kennis van de beroepen tegen de beslissingen tot definitieve uitsluiting bedoeld in artikel 1.7.9-6 die vanaf 25 augustus 2025 zijn meegedeeld. Zij nemen ook kennis van de beroepen tegen beslissingen tot weigering tot herinschrijving bedoeld in artikel 1.7.9-11 die vanaf de zesde schoolwerkdag van het schooljaar 2025-2026 zijn meegedeeld.

De beroepen tegen de beslissingen tot definitieve uitsluiting die vóór 25 augustus 2025 uitgesproken worden en de beslissingen tot weigering tot herinschrijving die vóór de vijfde dag van het schooljaar 2025-2026 uitgesproken worden, worden behandeld overeenkomstig de artikelen 1.7.9-7 en 1.7.9-10, §§ 3, tweede lid, en 4, in de versie die geldt op de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 16. De artikelen 6, 7, 8, 10 en 13 hebben uitwerking met ingang van 25 augustus 2025.

Art. 17. Met uitzondering van de bepalingen waarvan de inwerkingtreding wordt bepaald door artikel 16, treedt dit decreet in werking op 26 augustus 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX.

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Voorstel tot decreet, nr. 710-1 – Commissieamendement(en), nr. 710-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 710-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 25 april 2024.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/006401]

16 MAI 2024. — Décret relatif à l'approche éducative de l'orientation

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le Livre 1^{er}, Titre 4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, il est inséré un chapitre 6, dont la teneur suit :

« Chapitre 6 – De l'approche éducative de l'orientation

Section 1. Dispositions générales

Art. 1.4.6-1. Dans le présent chapitre, il faut entendre par :

1° Acteurs scolaires de l'orientation : les acteurs visés à l'article 1.4.6-3, § 2 ;

2° Délégué en charge de l'orientation des élèves : le délégué visé par l'article 9, § 1^{er}, 14°, du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux pouvoirs organisateurs et exerçant les missions visées à l'article 1.4.6-4 ;